

7ème Année N° 2018
LUNDI
9 AOUT
1971

Direction - Rédaction - Administrations
Route des 220 Logements Abidjan -
BP. 1807 - Tél. 37-44-52-53-54
Publié par
Agence Hayas - Abidjan - BP. 1315
Tél. 22-61-78

Le N° 25 F

13 AUG 1971

Fraternité

le grand quotidien ivoirien d'information

DIRECTEUR GÉNÉRAL : MAMADOU COULIBALY

EDITEUR : SPECI

Direction - Administration
Rédaction - Imprimerie
Route des 220 Logements
Abidjan B.P. 1807
Tél. 37-44-52 et la suite
DIRECTEUR-GÉNÉRAL
M. Mamadou COULIBALY
DIRECTEUR-GÉNÉRAL-ADJ.
M. Laurent DONA-FOLOGO

Édité par la
S.P.E.C.I
Imprimé par la
S.I.I
Le garant
S.N.E.I

FETE NATIONALE

LE PRÉSIDENT HOUPHOUET S'ADRESSE À LA NATION

• Bondoukou a réservé un accueil chaleureux à ses hôtes

Le Chef de l'Etat, S.E. le Président Félix Houphouet-Boigny, a adressé, à l'occasion du XIème anniversaire de notre Indépendance son message traditionnel à la Nation Ivoirienne. Le Président de la République a principalement mis l'accent sur le développement de notre pays sur les plans de l'agriculture, de l'industrialisation et de l'enseignement. Le Chef de l'Etat, dont nous publions le discours in-extenso ci-dessous, est resté, comme à son habitude, fidèle à son révère de paix : « Que notre allégresse, a-t-il déclaré, ne nous fasse pas oublier le destin difficile de la terre des hommes ».

« Ivoiriens,
Ivoiriennes,
Mes chers compatriotes,
Nous voici, de nouveau, réunis,
comme chaque année, à cette même date, pour célébrer dans l'enthousiasme et dans la joie, l'anniversaire de notre indépendance nationale.
Il y a onze ans, la Côte d'Ivoire devenait un Etat libre et souverain.

UNE PREFECTURE DYNAMIQUE

Notre joie est d'autant plus vive, aujourd'hui, que nous sommes reçus par la fière et belle capitale du nord-est, dont l'histoire, attachante et ancienne, plonge loin ses racines dans le profond de nos traditions et de notre passé.

Bondoukou, chef-lieu d'une province qu'on anime, de tous temps, des activités agricoles, pastorales et commerciales, particulièrement fécondes et diverses, est l'une de nos jeunes et nouvelles préfectures les plus dynamiques. L'étonnant essor urbain qui est le sien, depuis quelques mois, témoigne, d'ailleurs, très heureusement, des choix récents qui furent faits et de la confiance placée dans la volonté et dans l'esprit d'entreprise des responsables et des habitants de la région.

Aussi comprenez-vous bien, il m'est agréable de me faire l'interprète du Gouvernement ivoirien, pour exprimer aux fils et aux filles de ce pays, toute notre admiration et toute notre affection et, pour leur dire, également,

LA RELATIVITÉ DE NOS ACTIONS

Réjouissons-nous, en ce jour où le soleil est dans nos cœurs, mais que notre allégresse ne nous fasse pas oublier le destin difficile de la terre des hommes.

Chaque jour, des quatre coins du globe, nous rejoignent et nous bousculent, véhiculée par les techniques les plus élaborées et les plus rapides, une information qui nous fait intensément participer aux espoirs et aux malheurs du monde et qui impose à notre conscience, la relativité de nos actions.

Il faudrait être sans âme pour ne pas vibrer à ces rythmes qui, tour à tour, réconfortent et déchirent, et n'avoir point de cœur pour faire, face aux grands drames qui bouleversent encore certaines régions de notre univers, toute réflexion sensible et fraternelle.

En Extrême-Orient, le plus tragique, aujourd'hui, n'est peut-être pas la guerre mais, le fait qu'ayant pris conscience de son absurdité, les parties en présence, sans doute sincèrement désireuses, enfin, d'y mettre fin, ne savent plus comment construire et retrouver la paix. Le plus horrible est de penser qu'en ces moments heureux et tranquilles où je me confie à vous, le sort de milliers d'innocents se joue davantage au regard désolant d'une certaine face à no-

rain. Pour qui jette un regard sur les années qui viennent de s'écouler et compare les chemins parcourus avant notre accession à l'indépendance et depuis 1960. Il est clair que notre marche en avant a été remarquablement positive et que nous pouvons être fiers des efforts entrepris et des résultats déjà obtenus.

J'apporte, également, à nos très nombreux amis ghanéens, présents aujourd'hui, autour de nous, le salut fraternel de la Côte d'Ivoire. Je vois dans leur participation aussi nombreuse et cordiale, à Bondoukou, en ce jour exceptionnel, un merveilleux symbole.

Symbol du passé, car s'il est des frontières obligées, imposées par l'histoire, pour séparer les peuples, il n'est pas de frontière véritable pour diviser les coeurs et pour distinguer les liens qu'une communauté historique et ethnique a su si profondément tisser.

Symbol du futur aussi, à l'image des efforts constructifs et patients entrepris avec le Gouvernement d'Accra, pour donner à l'ensemble de nos relations politiques, économiques et culturelles, un caractère de plus en plus harmonieux et concret.

Quant à cet autre conflit qui n'en finit pas de finir sur les rives du canal mort d'une terre de légende, il se nourrit toujours de l'intransigeance et de la haine au lieu d'un dialogue tolérant, constructif et ouvert sur l'avenir.

Ces foyers de douleur et de tension déjà anciens, que l'on désespère de voir s'éteindre un jour, sont venus s'ajouter, au cours de ces derniers mois, notamment en Afrique Orientale et dans le lointain Pakistan, de nouveaux foyers.

Le conflit qui oppose nos frères d'Ouganda et de Tanzanie et qui risque de provoquer l'éclatement de la communauté économique est-africaine, est le fruit, malheureux de certaines intransigences. Formulons l'ardent souhait que cette région de notre continent retrouve très vite la paix, une paix qui sache vaincre, à jamais, les virus maléfiques de l'intolérance et de la haine.

Quant à l'effrayante situation des Bengalis du Pakistan Oriental, elle me paraît être devenue, plus précisément aujourd'hui, l'expression déprimante de ce que la solidarité internationale peut avoir de dérisoire.

En moins d'un an, cette région du monde a été successivement ravagée par de graves inondations, par un cyclone tropical qui a tout détruit et tué sur son passage, par la guerre civile, par une épidémie de choléra et maintenant par la famine.

UN « VILLAGE PLANÉTAIRE »

Devant cette succession de catastrophes, qu'a dit l'opinion mondiale et en particulier celle des pays riches, qu'a-t-elle suscité et qu'a-t-elle décidé ?

Dans un univers où, à l'heure des « MASS MEDIA » que j'évoquais, il y a un instant, certains ne voudraient voir qu'un « village planétaire », on a bien senti que ce village n'était, en fait, qu'une clause de style et il a été tristement juste de dire, à cette occasion, que « l'émotion collective est inversement proportionnelle à la distance entre le drame et ceux qui la perçoivent ».

Il y a, à mon avis, plus grave encore : c'est l'impression d'une plus ou moins sourdement marquée, que des peuples sont condamnés inéluctablement au sous-développement, que des races sont soumises à une dose de fatalité plus forte que les autres et qu'il n'y a, en fait, rien à faire si ce n'est qu'à se faire à leur résignation.

Qui ne verrait là, l'expression des egoïsmes tenaces de nantis hypocrites, se refusant à voir dans l'injustice et dans la détresse, les seules conséquences de conditions naturelles, démographiques et politiques, qu'il convient de dépasser, avant qu'il ne soit, un jour, trop tard.

La solidarité internationale qui est plus que jamais, une nécessité, sur une terre où plus de la moitié des revenus mondiaux sont partagés par sept pour cent seulement des nations, représentant un dixième de la population du globe, doit devenir une réalité et une réalité dont le poids soit à l'échelle des drames universels de la mort et de la faim.

Ce n'est pas le fait, pour les pays riches, rattachés à l'organisation de coopération et de développement économique, d'avoir augmenté, en 1970, leurs contributions publiques et privées, au tiers-monde de 4%, en termes réels, qui modifiera fondamentalement les données de ces drames, surtout lorsqu'on constate simultanément la diminution, dans l'aide publique, de la part des dons et le rôle accru joué par le secteur privé dans le financement du développement des pays pauvres.

Ce n'est pas non plus la déclaration faite, il y a quelques semaines, par le secrétaire général des Nations-Unies sur le poids des dépenses d'armement qui peut être de nature à nous réconforter. Il nous apprend qu'en 1970, deux cent quatre milliards de dollars ont été dépensés en armement, c'est-à-dire l'équivalent du revenu annuel de l'ensemble des pays en voie de développement.

On croit rêver et comment alors ne pas partager cette autre affirmation de U Thant lorsqu'il déclare : « Le temps est venu, à l'heure de la présente décennie, pour une nouvelle grande alliance de tous les peuples concernés soit rétablie contre les ennemis communs : la haine humaine, l'injustice, la misère morale et physique et la rage d'éternité ; et la beauté est notre force et, à ses éléments vitaux, l'Algérie et l'Égypte ont une priorité supérieure aux questions qui, à l'heure actuelle, les rattrapent ».



SE M. FÉLIX HOUPHOUET - BOIGNY

Président de la République

D'AUTRES CONFLITS

Mais il est aussi d'autres conflits et d'autres situations de violences qui pour être parfois moins spectaculaires et sanglants, n'en reflètent pas moins un profond déséquilibre et d'inquiétants constats.

Cette « crise de civilisation », cette « répétition générale d'un grand drame suspendu », évoquée par

André Malraux, à un moment particulièrement heurté de l'histoire récente de son grand pays, ne sont en fait que les reflets contrastés et complémentaires d'une même réalité, celle d'une majorité de malheureux qui ne parviennent pas à accéder à la décence et au mieux-être et celle d'une minorité de combles qui ne sait plus maîtriser son trop plein de bien-être.

UNE RÉELLE PRISE DE CONSCIENCE

En cette fin de siècle qui connaît sans doute une accélération des mutations technologiques, sociales et culturelles, sans commune mesure avec tout ce qui a pu s'inscrire dans l'histoire de l'humanité, depuis la création, il n'est, cependant, pas que des nuages et des larmes, il est aussi de grandes vagues puissantes et claires qui témoignent d'une réelle prise de conscience de la nécessité de construire et de parfaire un monde qui sait répondre aux exigences du temps, tout en restant à la mesure de l'homme et de son besoin d'équilibre et de dignité.

Cette évolution des esprits qui s'exprime, avec une force et une pertinence accrues, trouve ses expressions les plus remarquables et les plus achevées dans les déclarations de sa sainteté, le pape Paul VI, et en particulier dans sa lettre apostolique la plus récente, adressée au président de la commission pontificale justice et paix.

Affirmant vouloir répondre aux besoins nouveaux d'un monde et d'un changement, le chef de l'église Catholique a abordé, dans ce message, sur un ton empreint de mesure et de modernité, quelques-uns des thèmes les plus essentiels de notre époque, depuis l'engagement des chrétiens dans la politique jusqu'aux problèmes posés par l'urbanisation, par la puis-

sance de l'image, par la spéculation immobilière et par le racisme.

« Aujourd'hui », écrit Paul VI, « les hommes aspirent à se libérer du besoin et de la dépendance. Mais cette libération ne s'effectue pas par la haine répulsive qu'il convient de trouver face à tous, bien et à leurs propres, il n'y a personne que par un amour vrai et pur, à l'homme et, par conséquent, par une impulsion effective à son service ».

L'aventure européenne témoigne elle aussi, à sa manière, d'une réelle et notable cohérence et une unité aussi profonde, justifie notre intérêt et notre admiration attentive.

Nous ne pouvons guère imaginer illustration plus significative de cette aptitude à « confronter la volonté des hommes avec la réalité des choses ». Et nous sommes bien placés, dans nos régions d'Afrique pour savoir ce que la résistance des choses veut dire. Aussi apprécions-nous, à leur juste et très haut mérite, tous ceux qui œuvrent au sein d'ensembles régionaux comme le conseil de l'Entente, la communauté économique de l'Afrique de l'Ouest et l'OCAM, ce que la volonté européenne a déjà su faire naître et durablement accroître et fortifier.

Cette aventure nous passionne d'autant plus que nous sommes étroitement liés, par les accords de Yaoundé, à l'Europe, participant, de très intime manière, à ses progrès comme à ses secousses. Bien qu'à cet égard, l'élargissement du marché commun comme l'association qui en résultera de nouveaux Etats du Commonwealth, ne peut pas ne pas nous poser des problèmes, nous essaie-

LE MESSAGE DU CHEF DE L'ETAT

(SUITE DE LA P. 1)

rons, cependant, de ne voir dans cet avenir, que l'occasion obligée et tonifiante de remodeler notre vision des choses et de prendre une plus claire conscience, au niveau de notre économie et de nos industries, des dures lois de la compétition internationale.

Encore faudrait-il que les efforts

que nous avons déjà faits, comme ceux que nous entendons faire, avec l'appui de nos amis de l'étranger, ne se trouvent pas sensiblement réduits parce que s'articulent et se définissent loin de nous et trop souvent, en dehors de nous, les prix de vente et de transport de nos produits.

CE DRAMATIQUE HANDICAP

Il y a parfois une certaine hypocrisie à vouloir débattre en commun de l'amélioration quantitative et qualitative des mécanismes et des modalités de la coopération internationale alors que continuent de se décliner ainsi, de manière unilatérale, les conditions d'exploitation de nos richesses naturelles comme celles de nos besoins en produits d'équipement.

Ce dramatique handicap et cette détérioration s'imposent aux pays les plus défavorisés tant que les grandes nations n'auront pas accepté de mettre au point un système cohérent de stabilisation des prix des matières premières et une organisation concertée des échanges des marchés et de certains mécanismes monétaires.

Certains pays qui nous sont chers y sont déjà favorables. Notre espoir est que leur position soit, de plus en plus, partagée, favorisant ainsi une définition de rapports internationaux plus équilibrés et plus stables.

Nous avons suivi à cet égard, avec une très particulière attention, pourquoi le cacher, les négociations de ces derniers mois entre l'organisation des pays exportateurs de pétrole et les grandes compagnies privées. L'établissement d'une échelle mobile pour le prix du pétrole brut, véritable « impôt d'inflation », nous est apparu, dans ce contexte, très prometteur dans la mesure où, pour la première fois, un accord semblable est acquis, pour une matière première, il est vrai, très particulière, en faveur de pays du Tiers-Monde.

L'APPORT DÉCISIF DES JEUNES À L'UNITÉ

Je voudrais maintenant vous parler plus précisément de nous, de notre chère Côte d'Ivoire, de ses satisfactions et de ses problèmes.

Nos satisfactions, en ce onzième anniversaire de notre souveraineté, sont nombreuses et justifiées.

Notre unité se consolide, chaque jour, un peu plus, comme en témoigne, dans un souci sincère de réconciliation nationale, la récente rencontre, à Yamoussoukro, des anciens détenus politiques, comme en témoigne aussi l'accession aux plus hauts postes de responsabilité politique et technique d'un nombre grandissant de jeunes cadres, qui devraient permettre à l'ensemble des structures et des rouages de la nation de connaître une vitalité plus grande encore, comme en témoigne surtout l'engagement solennel de tous nos élèves et étudiants de militer désormais au sein du PDCI-RDA, creuset de l'unité nationale.

L'union fraternelle des paysans et des travailleurs se trouve aujourd'hui renforcée, consolidée par l'adhésion sans réserve des élèves et des étudiants à la politique d'unanimité nationale, souci majeur de tous les Ivoiriens conscients de leurs responsabilités, eux qui sont l'espoir et la certitude du pays apporteront à notre vieux et glorieux parti du sang nouveau

LA CHARTE DE NOTRE DÉVELOPPEMENT

Cette croissance, ses grandes lignes de force, son rythme et ses modalités, en ont été récemment fixés par notre plan de développement 1971-1975.

Ce très remarquable document, qui vient d'être adopté par notre assemblée nationale, est le fruit de l'association très étroite, au sein des commissions de planification, des instances politiques, des ministères, des responsables administratifs à l'échelon régional, des représentants du monde rural et des différentes catégories socio-professionnelles. Il est, pour les années à venir, la charte impérieuse de notre développement.

Je ne reviendrai pas, en détail, sur les trois objectifs fondamentaux que j'ai eu l'occasion de définir, avec précision, au mois de février, lors de la visite officielle du président de la République française, Monsieur Georges Pompidou. Ils tendent, vous le savez,

que de Kossou est maintenant terminé et les premiers migrants, poussés par la montée des eaux à abandonner leurs terroirs traditionnels, commencent effectivement à s'installer, dans de très bonnes conditions.

Un plan agricole, les programmes palmer et cocotier continuent de se dérouler dans des conditions très satisfaisantes, en même temps que des efforts accrus se portent vers les zones du centre et du nord, pour une accélération d'opérations de développement du coton, du riz et de la canne à sucre, susceptibles de nous aider à réduire des disparités régionales, toujours préoccupantes.

Pour la mise en valeur de notre sous-sol, les espoirs se sont précisés pour le gisement de fer de la région de Man et l'exploitation à venir devrait amener rapidement la Côte d'Ivoire à devenir, après d'autres Etats de cette région d'Afrique, une puissance minière. Le nouveau secrétariat d'Etat aux mines dit, d'ailleurs, très clairement, nos ambitions et la conscience que nous avons de l'importance de ces richesses nouvelles pour assurer notre développement.

Des paysans urbains nouveaux, nés de l'essor minier et industriel, vont aussi naître dans l'Ouest, dans le sud-ouest, dans le centre aussi, avec l'installation d'un grand complexe textile, à Dimbokro, contribuant à donner son armature et sa puissance à cette économie régionale.

L'avènement de notre continent passe par de tels contacts, bien concrets de dialogues confiants et constructifs, beaucoup plus que par ces majorités d'un jour, qu'en des forums célèbres, certains militants du bolchévisme verbal rassemblent, au nom d'idéologies flétries, contre les politiques de sagesse, de dialogue et de paix. Les déclarations de guerre annuelles n'ont jamais fait trembler les forts et il est plus sûr encore qu'elles ne concernent en rien les perspectives du seul grand problème qui importe à l'Afrique, celui de son développement économique culturel et social dans la liberté et la paix. Le devenir harmonieux de notre continent impose à tous les responsables africains une politique de paix par la neutralité absolue, laquelle nécessite entre autres conditions, l'entente entre tous nos pays, le recours au dialogue pour le règlement de tous nos différends.

Ces constats réconfortants qui collaborent à notre réussite écono-

mique présente, ne doivent, cependant, pas nous amener à relâcher notre vigilance et notre volonté constante de préparer les choix équilibrés et judicieux que réclame la poursuite d'une croissance régulière et rapide.

Nous restons, en effet, pour alimenter notre croissance, si étroitement liés au maintien des termes de l'échange et si impulsifs devant les lois de l'offre et de la demande mondiale qui régissent nos principaux produits d'exportation qu'il faut nous défendre, dans ce domaine essentiel pour nos équilibres économiques, d'un optimisme déraisonnable.

Il est, par ailleurs, d'autres secteurs délicats dont l'avenir dépend plus directement de notre sagacité. Je veux plus précisément faire allusion, ici, à la part grandissante prise par les financements extérieurs dans notre développement ainsi qu'à opérations qui ont pu s'effectuer en dehors du cadre de la planification économique.

J'ai insisté, il y a quelques instants, à propos de ce dernier point, sur l'aspect « charte » de notre plan. Il est bien certain que si une nécessaire souplesse doit préside à son exécution, il est difficilement admissible, au risque de donner à ce document un caractère théorique incompatible avec la réalisation effective de nos objectifs, de multiplier à l'excès les réalisations non programmées.

Quant au financement de nos investissements publics, il est essentiel que la part assurée par l'épargne intérieure reste forte et que soit évitée, au maximum, à l'avenir, le recours aux crédits commerciaux qui accroissent inopportunément notre dette extérieure.

Je voudrais, également, attirer solennellement votre attention sur un ensemble de problèmes qui me paraissent devoir de plus en plus préoccupants et qui sont liés à l'augmentation de nos dépenses de personnel, à la dégradation de la fonction administrative, à l'exode rural et à une certaine déterioration du cadre de vie.

LES AGENTS DE L'ETAT

Le nombre des agents de l'Etat a augmenté de 7,5 % par an, depuis 1961, faisant passer la part des dépenses de personnel, dans le budget de fonctionnement, de 44 à 50 %, durant cette même période. Cette proportion, certes, n'est pas catastrophique, mais il est temps de s'interroger, de façon plus précise, sur la signification d'une évolution qui ne s'accompagne pas toujours d'un dynamisme accru de la plupart des secteurs de notre administration.

L'impression qui se dégage de notre fonction publique actuelle, est celle d'une machine de plus en plus diversifiée et complexe, qui répond, de plus en plus mal, aux impératifs de notre développement. Continuer d'augmenter, ainsi, le nombre des fonctionnaires, sans mener parallèlement des actions qualitatives adaptées, participe davantage des facilités de la faute en avant que d'une politique rationnelle et lucide.

Les agents de l'administration doivent, non seulement être techniquement aptes à servir l'Etat et les administrés, mais ils doivent, également, modifier profondément une mentalité et un comportement qui les portent, hélas, beaucoup plus souvent à l'esprit de suzeraineté qu'à l'esprit de service. La science, qui n'existe, d'ailleurs, pas toujours chez eux, est une chose, la conscience en est une autre, tout aussi

essentielle. Tant que de trop nombreux agents souhaiteront d'abord les droits pour eux-mêmes et les devoirs pour les autres, il faudra craindre que continue de se dégrader une administration qui reste, dans nos pays en voie de développement, une arme essentielle de nos succès.

Il s'agit, en fait, et l'enjeu est d'importance, de promouvoir une administration du développement ce qui pose un double problème, de contexte général d'abord, d'enseignement et de formation ensuite.

Ce manque d'esprit civique, n'est pas, en effet, une exclusivité de nos fonctionnaires et gagne de nombreux secteurs, notamment chez les jeunes, plus enclins aux carrières rapides et aux sources de profits faciles qu'aux devoirs assumés au nom de l'intérêt général.

Le danger est grand de voir ainsi s'affaiblir, peu à peu, l'état et de le prédisposer à toutes les menaces de dislocation, d'autant que la Côte d'Ivoire, parvenue à un de développement enviable, suscite les rancœurs, et que sa rectitude et que sa sagesse politiques gênent particulièrement les démagogues d'obédiences diverses, profondément désolés de constater que notre pays poursuit toujours sa marche vers le progrès et le bien-être, d'autant étonnante manière.

ENSEIGNEMENT ET SOCIÉTÉS D'ETAT

Quant à notre enseignement et à la formation de nos cadres, force nous est de reconnaître qu'en dépit des efforts de plus en plus amples, consentis par le gouvernement, son efficacité n'est pas toujours à la mesure de son coût et qu'il reste, à tous les niveaux, beaucoup à faire, pour adapter nos programmes et nos méthodes pédagogiques aux réalités ivoiriennes et à nos objectifs économiques et sociaux de transformation de notre société.

Il est une autre tendance de notre vie administrative qu'il me paraît, également, opportun de freiner, dans l'avenir, c'est la pré-libéralisation des sociétés d'Etat.

Les grandes opérations de développement régional et de diversification agricole, industrielle et minière, qui se poursuivent avec succès, nous y aideront.

Les navires entrent, aujourd'hui,

dans le nouveau port de San-Pédro, l'œuvre principal du bar-

vient, notamment, d'éviter la création d'Etats dans l'état, ayant chacun leur politique et qui, sans avoir toujours l'excuse de l'efficience, en arrivent à alourdir les charges de la nation, en échappant, pour partie, au contrôle administratif, financier et politique de l'échelon central.

Ce contrôle devient d'autant plus illusoire que les avantages excessifs consentis aux agents de ces nouveaux organismes contribuent à vider les administrations traditionnelles de leurs meilleurs éléments eux, justement, qui auraient pu contribuer à laisser aux autorités de tutelle, un pouvoir effectif. Il est grand temps de réduire les disparités choquantes qui persistent, aujourd'hui, à la rémunération des agents de l'Etat et, de façon plus générale, de formuler une politique à même de resserrer les contrôles au plus haut niveau et d'harmoniser, de

façon plus effective, les interventions de ces sociétés, tout en sauvegardant leurs aspects les plus positifs.

Lié, pour une part, à certaines carences de notre administration, se pose, également, le problème difficile et brûlant de la migration des paysans vers les villes.

Le contact de la vie moderne et ceci, bien sûr, n'est pas spécifique à la Côte d'Ivoire, les sociétés traditionnelles éclatent peu à peu, suscitant un dérangement populaire à l'exode des paysans et notamment des jeunes qui supportent, de plus en plus mal, le décalage entre les possibilités de transformation de leur milieu et les transformations réelles qu'ils peuvent y observer.

S'il est illusoire de penser, dans la plupart des cas, à une possibilité de « retour à la terre », il est, en tout cas, devenu impératif d'analyser les causes profondes de cet exode rural pour en réduire le rythme et les effets.

Nous devrons, pour cela, définir de nouvelles formes d'intervention et d'assistance qui, sachant préserver dans nos valeurs traditionnelles ce qui doit l'être et abandonner ce qui peut l'être, aboutissent à une amélioration effective des conditions d'existence, tant au plan des équipements culturels et sociaux qu'au plan de l'accroissement des ressources matérielles et des possibilités données aux intéressés de participer

LE CADRE DE NOTRE DÉVELOPPEMENT

My chers compatriotes, je vous invite à enterrer, avant de nous séparer, d'un dernier problème qui me tient beaucoup à cœur, c'est celui des rapports entre notre développement économique et notre cadre de vie.

Si la science, la technique et l'économie sont devenues les nouvelles divinités de notre temps, les civilisations mécanistes et les crises de consommation impriment notre monde de leurs marques profondes, l'homme s'inscrit de plus en plus, avec raison, sur la place que ce « Vésuve industriel » réservé à une certaine qualité de la vie.

En un temps d'accélération des processus de dégradation de certains milieux, ou l'on oublie que « le produit national brut a pour image renversée, la pollution nationale brute » et que l'urbanisation est trop souvent synonyme d'agression permanente et de nuisances. Il est important de se demander s'il n'y a pas contradiction entre certains rythmes de croissance économique et la protection de notre cadre naturel et psychologique d'existence.

Il ne s'agit pas, ici, seulement, du combat quotidien et concret contre la pollution ou pour la protection de la nature, il s'agit, de manière beaucoup plus globale, de résérer à l'homme, au sein des nouveaux univers industriels, des conditions d'épanouissement physique et moral qui restent acceptables.

Il ne s'agit pas de se réfugier, avec mélancolie ou aigreur dans les images sécurisantes d'un passé révolu, mais de prévoir, parallèlement à l'amélioration quantitative du niveau de vie, un cadre de vie qualitativement meilleur, qui reste à la dimension de l'être humain.

S'il n'est pas trop tard de poser ce problème, en Côte d'Ivoire, il ne me paraît pas, si j'en crois la pollution et la dégradation de certains de nos sites et de nos rivages, qu'il soit trop tôt.

En dehors d'une réflexion très générale à laquelle les départements ministériels intéressés devraient très rapidement s'associer, sur la nécessité et les modalités d'une véritable politique de l'environnement dans notre pays, il est urgent de définir, à court terme, des actions dans un secteur particulièrement prioritaire et sensible, celui de l'habitat et de l'urbanisme, notamment dans nos villes de l'intérieur et dans nos villages.

Si nous pouvons être légitimement fiers de notre passé le plus récent et si les graines que nous avons semées, ont, déjà, fait surgir de merveilleuses récoltes, l'avenir de nos enfants sera ce que nous saurons faire de notre présent. Nous avons, à cet égard, de très lourdes responsabilités. À la dimension des difficultés innombrables qui nous attendent, mais également à l'image d'un pays jeune, riche et dynamique qui se construit dans la liberté, dans la tolérance et dans le dialogue.

Si la politique est l'art du possible, elle est aussi la science des prévisions lucides.

Sachons donc, ensemble, et plus que jamais unis et confiants dans la destinée de notre grand peuple, préparer l'avenir radieux fait de prospérité partagée et de fraternelle solidarité que mérite notre cher Côte d'Ivoire.

Vive la Côte d'Ivoire dans l'union fraternelle de tous ses enfants !

activement à la transformation progressive de leur milieu.

Il n'est pas certain, à cet égard, que les méthodes utilisées jusqu'ici, aient été particulièrement adroites et suffisamment respectueuses des valeurs propres de nos sociétés rurales et du désir de dialogue et de participation des paysans.

La création prochaine d'un office de promotion rurale devrait aboutir à la définition d'objectifs et de méthodes plus opportunes d'animation du milieu, aussi bien chez les jeunes que chez les adultes et chez les femmes. Ces objectifs ne seront, cependant, atteints que s'ils deviennent un véritable moteur de l'administration régionale sachant être un moteur pour le développement du pays, ceux aussi, des responsables politiques et des nombreuses sociétés d'intervention qui juntasent trop souvent, sans effort d'intégration, leurs actions de promotion d'un paysan moderne.

C'est, en fait, tout le problème de la régionalisation qui est posé et auquel il est temps de donner des réponses à la dimension des questions qu'il pose et des inquiétudes qu'il suscite.

Des moyens, qui pourraient être offerts par les nouveaux fonds régionaux d'aménagement rural devraient parallèlement favoriser le financement de projets locaux qui deviendraient alors la manifestation concrète de l'adhésion du monde pays à ces actions nouvelles.

sant uniformément ces silhouettes anonymes et froides, qui pour trop se ressembler, ne ressemblent à rien, de créer des univers plus fonctionnels, sans doute, mais totalement désincarnés.

Il est très certainement possible, dans ce domaine essentiel et dans la perspective de la protection générale des sites, d'une part, de nos ambitions touristiques, de l'autre, de mettre en œuvre des schémas susceptibles de concilier les impératifs techniques et financiers d'un habitat confortable et les exigences de l'esthétique et d'une certaine préservation de l'originalité de nos terroirs.

Le Président Georges Pompidou a dit : « Il faut réinventer et retrouver l'art et la manière de vivre à l'Etat, aux entreprises, aux villages, aux quartiers, le respect et l'appréciation des hommes, la recherche de l'utile et de l'utile pour l'utile ». Il est très certainement possible, dans ce cadre de vie, de faire de la Côte d'Ivoire une belle, trop harmonieuse et sereine, pour que la responsabilité soit prise de détruire aveuglément ses beautés naturelles et ses richesses les plus authentiques.

L'homme est allé sur la lune mais il ne sait pas encore fabriquer un flamboyant ou un chant d'oiseau. Gardons notre cher pays d'erreurs irréparables qui pourraient, dans l'avenir, l'amener à regretter ses oiseaux et ses arbres.

Ma franchise a pu vous apparaître rude, aujourd'hui, et graves certains de mes propos.

C'est qu'il revient au chef de l'Etat auquel vous avez donné et renouvelé tant de fois votre affectueuse confiance, de ne rien vous cacher de ses joies qui sont immenses et de ses préoccupations qui sont vives.

Notre cher Côte d'Ivoire est trop bien partie et trop vigoureusement engagée sur le chemin du progrès, pour courir, de façon dérisoire, le risque de ralentir son envol.